

Metz / L'eau sous menace climatique

Jeudi dernier à Metz, la réunion du comité de bassin Rhin-Meuse a entériné le plan d'adaptation au réchauffement global de l'agence de l'eau. Mise en œuvre prévue en juin 2018.

La Moselle en amont de Nancy : dans un avenir proche, le débit d'étiage estival sera plus sévère et dans la durée.

Anticiper pour ne pas subir l'influence du réchauffement sur la ressource en eau dans le Grand Est, c'est maintenant. Surtout quand on apprend que la température a augmenté de 1,4 °C sous notre latitude entre 1900 et 2015. Un constat évoqué par Serge Planton, invité par le comité de bassin Rhin-Meuse pour présenter les scénarios qui nous attendent d'ici la fin du siècle.

Voyageur très actif embarqué dans le train du climat qui a sillonné l'Hexagone avant la COP 21 en novembre 2015, le climatologue de Météo France a dressé un exposé limpide aux conclusions différentes selon la trajectoire que prendra l'évolution du thermomètre en fonction du cumul des rejets de gaz à effet de serre.

En résumé, si rien n'est fait, le scénario du pire envisage un réchauffement de l'ordre de 3 à 5,4 °C à l'horizon 2100, mais si l'accord de Paris est appliqué, une stabilité à 2 °C est possible sous réserve que les émissions mondiales de GES soient quasi nulles à partir de 2050. Bref, le temps presse d'autant que les retombées du phénomène se manifestent déjà : illustration avec le printemps dernier particulièrement arrosé, suivi d'un épisode de sécheresse. Une double peine durement ressentie, entre autres, par les agriculteurs. À 2 °C, le Grand Est sera marqué par une pluviométrie plus abondante, « mais aussi un débit d'étiage estival des rivières beaucoup plus sévère dans sa durée », précise le spécialiste.

« Il faut privilégier une bio-économie »

Qu'il s'agisse de l'alimentation des agglomérations, des besoins pour l'irrigation ou de l'importance des fleuves comme le Rhin ou la Meuse pour refroidir les centrales nucléaires de Fessenheim ou Chooz dans les Ardennes, ces quelques exemples d'usage de l'eau traduisent déjà sa vulnérabilité. EDF l'a modélisé : le manque d'eau pourrait diminuer de 10 % sa capacité nationale de production d'électricité.

Même motif d'inquiétude dans le monde rural, secteur climato-sensible : « Il faut privilégier une bio-économie, une multifonctionnalité des sols, appliquer une vision pluriannuelle de l'agriculture, craquer le système actuel ! », martèle le Champenois Maximin Charpentier, vice-président de la Chambre régionale d'agriculture du Grand Est. Lancé jeudi, en partenariat étroit avec la Région, le plan spécifique d'adaptation au changement climatique de l'agence de l'eau Rhin-Meuse devra répondre à toutes ces questions. Pour muscler sa partition, il va s'appuyer sur un groupe de travail chargé de proposer les mesures les plus pertinentes afin de limiter les impacts sur la ressource. Pas simple ; mais motivant.